

SENATO DELLA REPUBBLICA

X LEGISLATURA

N. 1965

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

col **Ministro del Bilancio e della Programmazione Economica**

(FANFANI)

e col **Ministro della Difesa**

(ZANONE)

(V. Stampato Camera n. 3953)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 novembre 1989

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 17 novembre 1989*

Ratifica ed esecuzione del protocollo, fatto a Londra il 14 novembre 1988, di adesione del Regno di Spagna e della Repubblica portoghese al trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948, emendato dal protocollo di modifica e completamento del trattato di Bruxelles, firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, con scambio di lettere

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il protocollo, fatto a Londra il 14 novembre 1988, di adesione del Regno di Spagna e della Repubblica portoghese al trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948, emendato dal protocollo di modifica e completamento del trattato di Bruxelles, firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, con scambio di lettere.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 3 del protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

PROTOCOLE

**D'ADHÉSION DU ROYAUME D'ESPAGNE ET DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE
AU TRAITÉ DE COLLABORATION EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE,
SOCIALE ET CULTURELLE ET DE LÉGITIME DÉFENSE COLLECTIVE,
SIGNÉ À BRUXELLES LE 17 MARS 1948,
AMENDÉ PAR LE PROTOCOLE MODIFIANT ET COMPLÉTANT
LE TRAITÉ DE BRUXELLES, SIGNÉ À PARIS LE 23 OCTOBRE 1954**

Les Parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954 et les autres Protocoles et annexes qui en font partie intégrante, ci-après dénommé 'le Traité', d'une part,

et le Royaume d'Espagne et la République portugaise, d'autre part,

Réaffirmant la communauté de destin qui lie leurs nations et rappelant leur engagement de construire une union européenne conformément à l'Acte Unique Européen;

Convaincus que la construction d'une Europe intégrée restera incomplète tant qu'elle ne s'étendra pas à la sécurité et à la défense;

Déterminés à développer une identité européenne en matière de défense qui soit plus cohérente et traduise plus efficacement les engagements de solidarité contenus dans le Traité ainsi que dans le Traité de l'Atlantique Nord;

Prenant note de ce que le Royaume d'Espagne et la République portugaise, pleinement engagés dans la construction européenne et membres de l'Alliance atlantique, ont formellement indiqué qu'ils étaient prêts à adhérer au Traité;

Prenant note que ces deux Etats acceptent, sans réserve et dans toutes leurs parts, la Déclaration de Rome du 27 octobre 1984 et la Plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité adoptée à La Haye le 27 octobre 1987 et qu'ils sont disposés à participer pleinement à leur mise en oeuvre;

Rappelant l'invitation adressée le 19 avril 1988 par le Conseil des Ministres de l'Union de l'Europe Occidentale au Royaume d'Espagne et à la République portugaise à entamer des discussions en vue de leur adhésion éventuelle au Traité;

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Prenant note de la conclusion satisfaisante des discussions qui ont suivi cette invitation;

Considérant que le Royaume d'Espagne et la République portugaise ont pris acte des accords, résolutions, décisions et règlements de toute nature adoptés dans le cadre de l'Union de l'Europe Occidentale conformément aux dispositions du Traité;

Prenant note de l'invitation à adhérer au Traité adressée le 14 novembre 1988 au Royaume d'Espagne et à la République portugaise;

Prenant note de la Déclaration politique arrêtée le 14 novembre 1988;

Considérant que l'élargissement de l'Union de l'Europe Occidentale au Royaume d'Espagne et à la République portugaise constitue une étape significative dans le développement d'une solidarité européenne en matière de sécurité et de défense;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Par le présent Protocole, le Royaume d'Espagne et la République portugaise adhèrent au Traité.

ARTICLE II

Par leur adhésion au Traité, le Royaume d'Espagne et la République portugaise deviennent parties aux Accords conclus entre les Etats membres en application du Traité dont les textes sont énumérés en annexe au présent Protocole.

ARTICLE III

Chacun des Etats signataires notifiera au Gouvernement belge l'acceptation, l'approbation ou la ratification du présent Protocole, lequel entrera en vigueur le jour de la réception de la dernière de ces notifications. Le Gouvernement belge informera les Etats signataires de chacune de ces notifications et de l'entrée en vigueur du Protocole.

En foi de quoi les soussignés, dûment habilités à cette fin, ont signé le présent Protocole.

Fait à Londres le quatorze novembre 1988, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge et dont copie certifiée conforme sera transmise par ce Gouvernement à chacun des autres signataires.

ANNEXE

**ACCORDS CONCLUS ENTRE LES ETATS MEMBRES EN APPLICATION
DU TRAITÉ :**

1. Convention sur le Statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1955.
2. Accord conclu en exécution de l'Article V du Protocole No II au Traité, signé à Paris le 14 décembre 1957.

Madrid, le 14 Novembre 1988

El Ministro de Asuntos Exteriores

S.E.M. Giulio Andreotti
Ministre des Affaires Etrangères de la
REPUBLIQUE ITALIENNE

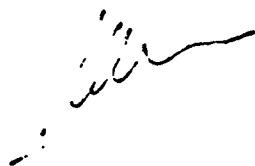
Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer au Protocole signé ce jour, relatif à l'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République Portugaise au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948, amendé par le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et de vous faire savoir ce qui suit au sujet de l'Article X dudit Traité, ci-après dénommé "le Traité".

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne propose à cet égard que le Royaume d'Espagne ne sera obligé, en conséquence de son adhésion au Traité, de soumettre à la Cour Internationale de Justice, sans qu'il y consente, aucun litige entre l'Espagne et une autre Partie au Traité qui serait survenu avant l'entrée en vigueur de celui-ci pour l'Espagne, ou qui aurait trait à des faits ou à des situations qui se seraient produits avant cette date.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que votre Gouvernement est en accord avec ce qui précède et que l'échange de lettres auquel il aura été ainsi procédé sera considéré comme une annexe au Protocole d'adhésion et entrera en vigueur en même temps que celui-ci.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.



Francisco Fernández Ordoñez

Al Ministro degli Affari Esteri

Londres, le 14 novembre 1988

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre communication de ce jour au sujet du Protocole d'adhésion du Royaume d'Espagne et de la République portugaise au Traité de Collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles, le 17 mars 1948, amendé par le Protocole modifiant et completant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954 et en particulier au sujet de l'Article X dudit Traité, ci-après dénommé "le Traité".

J'ai l'honneur de vous confirmer en réponse que, de l'avis de mon Gouvernement, le Royaume d'Espagne ne sera obligé, en conséquence de son adhésion au Traité, de soumettre à la Cour Internationale de Justice, sans qu'il y consente, aucun litige entre l'Espagne et une autre Partie au Traité qui serait survenu avant l'entrée en vigueur de celui-ci pour l'Espagne, ou qui aurait trait à des faits ou à des situations qui se seraient produits avant cette date, et que le présent échange de lettres sera considéré comme une Annexe au Protocole d'adhésion, et entrera en vigueur en même temps que celui-ci.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Giulio Andreotti
Ministre des Affaires Etrangères
de la République Italienne

S.E. M. Francisco Fernandez Ordonez
Ministre des Affaires Etrangères
du Royaume de l'Espagne

TRADUZIONE NON UFFICIALE

"Protocollo di adesione del Regno di Spagna e della Repubblica Portoghese al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948, emendato dal Protocollo che modifica e completa il Trattato di Bruxelles, firmato a Parigi il 23 ottobre 1954"

Le Parti al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948, modificato e completato dal Protocollo firmato a Parigi il 23 ottobre 1954 e dagli altri Protocolli ed annessi che ne fanno parte integrale, in appresso denominato "il Trattato", da una parte,

ed il Regno di Spagna e la Repubblica portoghese, d'altra parte,

(1) Riaffermando la comunanza di destino che lega le loro nazioni, e ricordando il loro impegno di edificare un'unione europea in conformità con l'Atto Unico Europeo,

(2) Convinti che l'edificazione di un'Europa integrata rimarrà incompleta sino a quando non includerà la sicurezza e la difesa;

(3) Determinati a sviluppare un'identità europea in materia di difesa che sia più coerente e traduca in maniera più efficace gli impegni di solidarietà contenuti nel Trattato, nonché nel Trattato dell'Atlantico Nord;

- (4) Prendendo nota del fatto che il Regno di Spagna e la Repubblica Portoghese, impegnati a fondo nell'edificazione europea e membri dell'Alleanza atlantica, hanno espressamente indicato che erano pronti ad aderire al Trattato,
- (5) Prendendo del fatto che entrambe gli Stati accettano, senza riserva ed in tutte le loro parti, la Dichiarazione di Roma del 27 ottobre 1984 e la Piattaforma sugli interessi europei in materia di sicurezza adottata all'Aja il 27 ottobre 1987 e che sono disposti a partecipare completamente alla loro attuazione,
- (6) Ricordando l'invito rivolto il 19 aprile 1988 dal Consiglio dei Ministri e dall'Unione dell'Europa occidentale al Regno di Spagna ed alla Repubblica portoghese, ad avviare dei dibattiti in vista di una loro eventuale adesione al Trattato,
- (7) Prendendo nota della conclusione soddisfacente dei dibattiti che hanno fatto seguito a tale invito,
- (7bis) Considerando che il Regno di Spagna e la Repubblica Portoghese hanno preso atto degli accordi, risoluzioni, decisioni e regolamenti di ogni natura adottati nell'ambito dell'Unione dell'Europa Occidentale in conformità con le disposizioni del Trattato,
- (8) Prendendo nota dell'invito ad aderire al Trattato rivolto il 14 novembre 1988 al Regno di Spagna ed alla Repubblica portoghese,
- (9) Prendendo nota della Dichiarazione politica stabilita il 14 novembre 1988,
- (10) Considerando che l'allargamento dell'Unione dell'Europa Occidentale al Regno di Spagna ed alla Repubblica Portoghese costituisce una tappa significativa nello sviluppo di una solidarietà europea in materia di sicurezza e di difesa,
- Hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

Con il presente Protocollo, il Regno di Spagna e la Repubblica portoghese aderiscono al Trattato.

Articolo II

Con la loro adesione al Trattato, il Regno di Spagna e la Repubblica portoghese divengono parti agli Accordi conclusi tra gli Stati membri in applicazione del Trattato i cui testi sono enumerati in annesso al presente Protocollo.

Articolo III

Ciascuno degli Stati firmatari notificherà al Governo belga l'accettazione, l'approvazione o la ratifica del presente Protocollo, il quale entrerà in vigore il giorno nel quale avrà ricevuto l'ultima di tali notifiche. Il Governo belga informerà gli Stati firmatari di ciascuna di tali notifiche e dell'entrata in vigore del Protocollo.

In fede di che i sottoscritti, a tal fine debitamente abilitati, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Londra il quattordici novembre 1988, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Governo belga e la cui copia certificata conforme sarà trasmessa da tale Governo a ciascuno degli altri firmatari".

ANNESSO AL PROTOCOLLO DI ADESIONE

Accordi conclusi tra gli Stati membri in applicazione del Trattato:

1. Convenzione sullo Statuto dell'Unione dell'Europa occidentale dei rappresentanti nazionali e del personale internazionale, firmato a Parigi l'11 maggio 1955.
2. Accordo concluso in attuazione dell'Articolo V del Protocollo N.II al Trattato, firmato a Parigi il 14 dicembre 1957.

Madrid, il 14 novembre 1988

Sua Eccellenza
On. Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri della
REPUBBLICA ITALIANA.

Eccellenza,

Ho l'onore di riferirmi al Protocollo firmata in data odierna, relativo all'adesione del Regno di Spagna e della Repubblica portoghese al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 Marzo 1948, emendato dal Protocollo che modifica e completa il Trattato di Bruxelles firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, e di farle sapere quanto segue riguardo all'Articolo X di tale Trattato, in appresso denominato "il Trattato".

A questo proposito il Governo del Regno di Spagna propone che il Regno di Spagna non sia obbligato, in conseguenza della sua adesione al trattato, di sottoporre alla Corte Internazionale di Giustizia, senza il suo consenso, qualsiasi controversia tra la Spagna ed un'altra Parte al Trattato che si fosse verificata prima dell'entrata in vigore di quest'ultimo per la Spagna o che riguardasse avvenimenti o situazioni che fossero avvenute prima di tale data.

Sara riconoscente a Sua Eccellenza di voler cortesemente confermarmi che il Suo Governo è in accordo con quanto sopra, e che lo scambio di lettere effettuato di conseguenza sarà considerato come un annesso al Protocollo di adesione ed entrerà in vigore contestualmente a quest'ultimo.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

(Francisco Fernandez Ordenez)

Londra, il 14 novembre 1988

Eccellenza,

Ho l'onore di accusare ricevuta della Sua comunicazione odierna concernente il Protocollo di adesione del Regno di Spagna e della Repubblica portoghese al Trattato di collaborazione in materia economica, sociale e culturale e di legittima difesa collettiva, firmato a Bruxelles il 17 marzo 1948, emendato dal Protocollo che modifica e completa il Trattato di Bruxelles, firmato a Parigi il 23 ottobre 1954, ed in particolare riguardo all'Articolo X di detto Trattato. in appresso denominato "il Trattato".

Ho l'onore di confermarLe in risposta che, secondo il parere del mio Governo, il Regno di Spagna non sarà obbligato, in conseguenza della sua adesione al Trattato, di sottoporre alla Corte Internazionale di giustizia, senza il suo consenso, qualsiasi controversia tra la Spagna ed un'altra Parte al Trattato che si fosse verificata prima dell'entrata in vigore di quest'ultimo per la Spagna, o che riguardasse avvenimenti o situazioni che fossero avvenute prima di tale data. Le confermo altresì che il presente scambio di lettere sarà considerato come un Annesso al Protocollo di adesione ed entrerà in vigore contestualmente a quest'ultimo.

Voglia gradire, Eccellenza, i sensi della mia più alta considerazione.

Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Italiana

Sua Eccellenza il Ministro
degli Affari Esteri Fernandez Ordonez
del Regno di Spagna